



CHAPITRE 17

Loi de l'administration financière

[Sanctionnée le 19 décembre 1970]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

SECTION I

MINISTÈRE DES FINANCES

Ministre
des
finances.

1. Le ministre des finances, ci-après appelé « le ministre », est chargé de la direction et de l'administration du ministère des finances.

Fonctions. **2.** Le ministre a pour fonctions:

a) d'effectuer des recherches et de conseiller le gouvernement en matière de politique économique, fiscale et budgétaire;

b) de présenter les prévisions budgétaires à l'Assemblée nationale et de proposer les voies et moyens;

c) de gérer le fonds consolidé du revenu et la dette publique;

d) de voir à la préparation des comptes publics;

e) de surveiller, contrôler et gérer tout ce qui se rattache aux affaires financières du gouvernement et qui n'est pas assigné par la loi ou par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil au Conseil du trésor, à un autre ministère ou au vérificateur général;

f) de contrôler et diriger le bureau général de dépôts de la province;

CHAPTER 17

Financial Administration Act

[Assented to 19th December 1970]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

DIVISION I

DEPARTMENT OF FINANCE

1. The Minister of Finance, hereinafter called "the Minister", shall have charge of the direction and administration of the Department of Finance. Adminis-
tration.

2. The functions of the Minister shall be: Functions.

(a) to carry out research and to advise the government in matters of economic, fiscal and budgetary policy;

(b) to present the estimates to the National Assembly and to propose ways and means;

(c) to manage the consolidated revenue fund and the public debt;

(d) to see to the preparation of the public accounts;

(e) to superintend, control and manage everything connected with the financial affairs of the government and not assigned by law or by order of the Lieutenant-Governor in Council to the Treasury Board, another department or the Auditor-General;

(f) to control and direct the General Deposit Office of the Province;

(g) de s'acquitter des autres devoirs que lui assigne toute autre loi ou le lieutenant-gouverneur en conseil.

(g) to carry out such other duties as are assigned to him by any other act or by the Lieutenant-Governor in Council.

Sous-ministre.

3. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un sous-ministre des finances.

3. The Lieutenant-Governor in Council shall appoint a Deputy Minister of Finance. Deputy Minister.

Devoirs et pouvoirs.

4. Sous la direction du ministre, le sous-ministre a la surveillance des fonctionnaires et employés du ministère; il en administre les affaires courantes et exerce les autres pouvoirs qui lui sont assignés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

4. Under the direction of the Minister, the Deputy Minister shall have the supervision of the officers and employees of the Department; he shall administer its day to day business and exercise the other powers assigned to him by the Lieutenant-Governor in Council. Duties and powers.

Autorité du sous-ministre.

5. Les ordres du sous-ministre doivent être exécutés de la même manière que ceux du ministre; son autorité est celle du chef de ministère et sa signature officielle donne force et autorité à tout document du ressort du ministère.

5. The orders of the Deputy Minister must be carried out in the same manner as those of the Minister; his authority shall be that of the head of the Department and his official signature shall give force and effect to every document within the jurisdiction of the Department. Authority of Deputy Minister.

Fonctionnaires, etc.

6. Les autres fonctionnaires et employés nécessaires à la bonne administration du ministère sont nommés et rémunérés conformément à la Loi de la fonction publique (1965, 1^{re} session, chapitre 14).

6. The other officers and employees necessary for the proper administration of the Department shall be appointed and remunerated in accordance with the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14). Officers, etc.

Devoirs.

7. Les devoirs respectifs des fonctionnaires et employés du ministère, non expressément définis par la loi ou par le lieutenant-gouverneur en conseil, sont déterminés par le ministre.

7. The respective duties of the officers and employees of the Department not expressly defined by law or by the Lieutenant-Governor in Council shall be determined by the Minister. Duties.

Signature de documents, etc.

8. Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, nul acte, document ou écrit n'engage le ministère, ni ne peut être attribué au ministre, s'il n'est signé par lui, par le sous-ministre ou par un fonctionnaire mais uniquement, dans le cas de ce dernier, dans la mesure déterminée par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

8. Subject to the other provisions of this act, no deed, document or writing shall bind the Department or be attributed to the Minister unless it is signed by him, by the Deputy Minister or by an officer and only, as regards the latter, to the extent determined by regulation of the Lieutenant-Governor in Council published in the *Québec Official Gazette*. Signature of documents, etc.

Appareil automatique.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut toutefois permettre, aux conditions qu'il fixe, que la signature requise soit apposée au moyen d'un appareil automatique sur les documents qu'il détermine.

The Lieutenant-Governor in Council may, however, upon such conditions as he fixes, allow the required signature to be affixed by means of an automatic device to such documents as he determines. Automatic device.

Fac-similé.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut également permettre qu'un fac-similé de la signature requise soit gravé, lithographié

The Lieutenant-Governor in Council may also allow a facsimile of the required signature to be engraved, lithographed. Facsimile.

ou imprimé sur les obligations émises ou garanties par la province, sur les coupons y attachés ainsi que sur tout autre document déterminé par le lieutenant-gouverneur en conseil. Dans le cas de ces obligations ou coupons, le fac-similé a la même valeur que la signature elle-même; dans les autres cas, il n'a cette valeur que si le document est contresigné par une personne autorisée par le ministre.

or printed on the debentures issued or guaranteed by the Province, on the coupons attached thereto and on any other document determined by the Lieutenant-Governor in Council. In the case of such debentures or coupons, the facsimile shall have the same validity as the signature itself; in the other cases, it shall have such validity only if the document is countersigned by a person authorized by the Minister.

Force probante.

9. Toute copie d'un document faisant partie des archives du ministère, certifiée conforme par le ministre ou le sous-ministre, est authentique et a la même valeur que l'original.

9. Any copy of a document forming part of the records of the Department, certified as true by the Minister or the Deputy Minister, shall be authentic and have the same force as the original. Certified copies authentic.

Accords.

10. Le ministre peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, conclure tout accord avec tout gouvernement ou organisme conformément aux intérêts et aux droits du Québec pour faciliter l'exécution de la présente loi.

10. The Minister may, with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, enter into any agreement with any government or body, consistent with the interests and rights of the province of Québec, to facilitate the carrying out of this act. Agreements.

États annuels.

11. Le ministre doit faire publier dans la *Gazette officielle du Québec*, dans les six mois qui suivent la fin de chaque année financière, un état sommaire des revenus et dépenses pour cette année financière, ainsi qu'un état de la dette publique.

11. The Minister shall cause to be published in the *Québec Official Gazette*, within the six months after the end of each fiscal year, a summary statement of the revenues and expenditures for such fiscal year and a statement of the public debt. Annual statement.

SECTION II

CONTRÔLEUR DES FINANCES

Nominations.

12. Un contrôleur des finances ainsi qu'un contrôleur adjoint des finances sont nommés au ministère des finances conformément à la Loi de la fonction publique (1965, 1^{re} session, chapitre 14).

12. A Comptroller of Finance and an Assistant Comptroller of Finance shall be appointed to the Department of Finance in accordance with the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14). Appointment.

Devoirs du contrôleur.

13. Le contrôleur des finances doit tenir la comptabilité du gouvernement; il doit aussi, conformément à la présente loi, enregistrer les engagements financiers imputables sur les crédits et voir à ce que ces engagements et les paiements qui en découlent n'excèdent pas ces crédits et leur soient conformes.

13. The Comptroller of Finance must keep the books of account of the government; he must also, in accordance with this act, record the financial commitments chargeable to the appropriations and see that such commitments and the payments arising therefrom do not exceed such appropriations and comply with them. Duties of Comptroller.

Idem.

Il accomplit aussi les autres fonctions qui lui sont dévolues en vertu de la loi.

He shall also carry out such other duties as are assigned to him by law. Idem.

Pouvoirs
du
contrôleur.

14. Le contrôleur a droit de prendre librement communication de tous les dossiers, documents et registres concernant les engagements financiers de chaque ministère, ainsi que de chaque organisme désigné par le lieutenant-gouverneur en conseil et dont les dépenses d'administration sont payées à même un crédit voté ou inclus dans les prévisions budgétaires.

Idem.

Il a aussi le droit d'exiger de tout membre de la fonction publique ainsi que de tout fonctionnaire ou employé d'un organisme visé au premier alinéa les renseignements, rapports et explications qu'il juge nécessaires pour le fidèle accomplissement de ses fonctions.

Idem.

15. Pour lui permettre de remplir plus efficacement ses fonctions, le contrôleur des finances peut poster un fonctionnaire de son service dans tout ministère ainsi que dans tout organisme visé au premier alinéa de l'article 14.

Discrétion.

16. Le contrôleur doit exiger que chaque fonctionnaire de son service chargé d'examiner les dossiers, documents ou registres d'un ministère ou organisme observe les règles de discrétion applicables aux fonctionnaires de ce ministère ou organisme et prête le serment ou fasse l'affirmation de discrétion prévu à l'annexe B de la Loi de la fonction publique (1965, 1^{re} session, chapitre 14).

Services
de comp-
tabilité.

17. Le contrôleur a la responsabilité de fournir aux ministères du gouvernement les services de comptabilité requis.

14. The Comptroller shall be entitled to free access to all records, documents and books respecting the financial commitments of each department and of each body designated by the Lieutenant-Governor in Council the costs of administration of which are paid out of an appropriation voted or included in the estimates.

Powers of
Comptroller.

He shall also have the right to require from any person in the civil service and from any officer or employee of a body contemplated in the first paragraph such information, reports and explanations as he considers necessary for the proper performance of his duties.

Idem.

15. To enable him to carry out his duties more effectively, the Comptroller of Finance may station a person employed in his service in any department and in any body contemplated in section 14.

Idem.

16. The Comptroller must require every person employed in his service who is charged with the examination of the records, documents or books of a department or body to comply with the rules of secrecy applicable to persons employed in such department or body and to take the oath or make the affirmation of discretion provided in Schedule B to the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14).

Secrecy.

17. The Comptroller shall be responsible for providing the government departments with the required accounting services.

Accounting
services.

SECTION III

CONSEIL DU TRÉSOR

Institution.
Composition.

18. Un Conseil du trésor est institué. Ce conseil se compose de cinq membres du Conseil exécutif, dont un président, désignés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Substituts.

19. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut désigner le membre du Conseil du trésor chargé de présider en l'absence

DIVISION III

TREASURY BOARD

18. A Treasury Board is established. Such Board shall be composed of five members of the Executive Council, including a chairman, appointed by the Lieutenant-Governor in Council.

Establishment.
Composition.

19. The Lieutenant-Governor in Council may designate the member of the Treasury Board who is to preside

Substitutes.

du président et nommer substituts de membres du Conseil autant d'autres membres du Conseil exécutif qu'il le juge à propos.

in the absence of the chairman, and appoint, as substitutes for members of the Board, as many other members of the Executive Council as he deems expedient.

Secrétaire, etc.

20. Le secrétaire ainsi que les autres fonctionnaires et employés du Conseil du trésor sont nommés et rémunérés suivant la Loi de la fonction publique (1965, 1^{re} session, chapitre 14).

20. The secretary and the other officers and employees of the Treasury Board shall be appointed and remunerated in accordance with the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14). Secretary, etc.

Pouvoirs du secrétaire.

Le secrétaire du Conseil exerce, à l'égard des fonctionnaires et employés du Conseil, les pouvoirs que ladite loi de la fonction publique attribue au sous-chef d'un ministère.

The secretary of the Board shall exercise as regards the officers and employees of the Board such powers as the said Civil Service Act confers upon the deputy-head of a department. Powers of secretary.

Fonctions, etc.

Le Conseil du trésor définit les fonctions et devoirs du secrétaire du Conseil ainsi que ceux de ses fonctionnaires et employés.

The Treasury Board shall define the functions and duties of the secretary of the Board and those of its officers and employees. Functions, etc.

Quorum.

21. Le quorum du Conseil du trésor est de trois membres.

21. Three members of the Treasury Board shall constitute a quorum. Quorum.

Pouvoirs du Conseil du trésor.

22. Le Conseil du trésor exerce les pouvoirs du lieutenant-gouverneur en conseil en tout ce qui concerne l'approbation des plans d'organisation des ministères et organismes du gouvernement, les effectifs requis pour la gestion de ces ministères et organismes, les conditions de travail de leur personnel ainsi que l'élaboration et l'application de la politique administrative générale suivie dans la fonction publique.

22. The Treasury Board shall exercise the powers of the Lieutenant-Governor in Council in all matters respecting the approval of organization plans for government departments and bodies, the civil servants required for the management of such departments and bodies, the conditions of employment of their staff and the preparation and application of the general administrative policy followed in the civil service. Powers of Treasury Board.

Idem.

Il exerce aussi les pouvoirs qui sont conférés au lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de la Loi du ministère de la fonction publique (1969, chapitre 14), de la Loi de la fonction publique (1965, 1^{re} session, chapitre 14), du Régime de retraite des fonctionnaires (Statuts révisés, 1964, chapitre 14) et du Régime de retraite des enseignants (1965, 1^{re} session, chapitre 68).

It shall also exercise the powers conferred upon the Lieutenant-Governor in Council under the Civil Service Department Act (1969, chapter 14), the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14), the Civil Service Superannuation Plan (Revised Statutes, 1964, chapter 14) and the Teachers Pension Plan (1965, 1st session, chapter 68). Idem.

Pouvoirs exclus.

Il ne peut toutefois exercer les pouvoirs que lesdites lois attribuent au lieutenant-gouverneur en conseil relativement à l'approbation ou autorisation d'accords ou ententes, à la retraite des sous-ministres ou autres fonctionnaires de rang équivalent et à l'assignation de pouvoirs ou de devoirs ainsi qu'en matière de nomination ou de destitution.

Nevertheless, it shall not exercise the powers granted by the said acts to the Lieutenant-Governor in Council respecting the approval or authorization of arrangements or agreements, the retirement of the deputy ministers or other officers of equivalent rank, the conferring of powers and duties, and appointment or dismissal. Exception.

Prévisions
budgétaires.

23. Le Conseil du trésor est chargé de soumettre au Conseil exécutif, chaque année, un projet de prévisions budgétaires. À ces fins, il analyse les implications financières des plans et programmes des ministères et organismes du gouvernement et recueille auprès d'eux les données requises pour la préparation de ces prévisions.

Forme et
teneur
des documents.

Le Conseil détermine la forme et la teneur des documents au moyen desquels ces données doivent lui être transmises et l'époque à laquelle elles doivent lui être communiquées.

Pouvoirs.

24. Le Conseil du trésor exerce les pouvoirs du lieutenant-gouverneur en conseil en ce qui concerne les dépenses et les engagements financiers du gouvernement dans la mesure et aux conditions qui sont déterminées par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.

Système
de comptabilité.

25. Le Conseil du trésor peut adopter des règlements ayant trait au système de comptabilité qui doit être suivi dans les ministères et dans tout organisme qu'il désigne et dont les membres sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, ainsi qu'à l'émission des mandats de paiement et aux comptes à rendre des deniers publics dans ces ministères et organismes.

Comptes,
etc.

Il peut aussi adopter des règlements applicables aux ministères du gouvernement et à tout organisme qu'il désigne et dont les membres sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil ayant trait, sous réserve de l'article 49 et de toute autre loi, aux comptes, honoraires ou frais de fourniture de services ou d'utilisation d'installations, aux conditions des locations, des baux et des aliénations de biens ainsi qu'à la perception et à l'administration des deniers publics.

Pouvoirs
limités
par règlement.

26. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, limiter les pouvoirs qui sont conférés par la présente loi au Conseil du trésor dans la mesure qu'il indique, ou assortir ces pouvoirs des conditions qu'il détermine.

Entrée en
vigueur.

27. Tout règlement adopté en vertu de l'article 24, du deuxième alinéa de

23. The Treasury Board shall submit a draft of the estimates to the Executive Council each year. For such purposes it shall analyse the financial implications of the plans and programs of the government departments and bodies and collect from them the data required for preparing such estimates.

Draft
estimates,
etc.

The Board shall determine the form and tenor of the documents by which such data are to be sent to it and the time when they must be communicated to it.

Form of
documents.

24. The Treasury Board shall exercise the powers of the Lieutenant-Governor in Council as regards the expenditures and financial commitments of the government to the extent and upon the conditions determined by regulation of the Lieutenant-Governor in Council.

Powers.

25. The Treasury Board may make regulations respecting the method of book-keeping to be used in the departments and in any body which it designates and whose members are appointed by the Lieutenant-Governor in Council, and the issuing of warrants for payment and the accounting for public moneys in such departments and bodies.

Method
of book-
keeping.

It may also make regulations, applicable to the government departments and to any body which it designates whose members are appointed by the Lieutenant-Governor in Council, respecting, subject to section 49 and to any other act, accounts, fees or costs of providing services or using installations, conditions for leasing, and leases and alienation of property and the collection and administration of public moneys.

Accounts,
etc.

26. The Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, restrict the powers conferred upon the Treasury Board by this act, to the extent he indicates, or subject such powers to the conditions he determines.

Regulation
to restrict
powers.

27. Every regulation made under section 24, the second paragraph of section

Coming
into force.

l'article 25 ou de l'article 26 entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée.

25 or section 26 shall come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette* or on such later date as is fixed therein.

Force probante.

28. Toute copie d'un document faisant partie des archives du Conseil du trésor, certifiée conforme par le secrétaire du conseil, est authentique et a la même valeur que l'original.

28. Every copy of a document forming part of the records of the Treasury Board, certified as true by the secretary of the Board, shall be authentic and have the same force as the original.

Certified copies authentic.

SECTION IV

FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

Constitution.

29. Les revenus et deniers de quelque source qu'ils proviennent ou soient reçus et dont la Législature a droit d'allocation, forment un fonds consolidé du revenu, qui est affecté au service public.

29. All revenue and money, from whatever source, over which the Legislature has power of appropriation, shall form one consolidated revenue fund appropriated for the public service.

Constitution.

Charges.

30. Le fonds consolidé du revenu est grevé en permanence de toutes les charges et dépenses occasionnées par sa perception et sa régie.

30. The consolidated revenue fund shall be permanently charged with all the charges and expenses incident to the collection, management and receipt thereof.

Charges.

Vérification.

Ces charges et dépenses sont néanmoins soumises à la vérification et au contrôle de la Législature.

Such charges and expenses shall nevertheless be subject to audit and control by the Legislature.

Audit.

Emprunts et dettes.

31. Le fonds consolidé du revenu est également grevé des emprunts et autres dettes contractés par le gouvernement en vertu d'une loi de la Législature, au moyen de l'émission d'obligations ou autrement, ainsi que des intérêts de ces obligations, emprunts ou dettes, et des fonds d'amortissement créés pour leur extinction.

31. The consolidated revenue fund shall likewise be charged with all loans and other debts contracted by the government under any act of the Legislature, by means of the issue of debentures or otherwise, as also with the interest on such debentures, loans or debts, and with the sinking-funds thereof.

Loans and debts.

Versement des deniers publics.

32. Les deniers publics sont versés au crédit du ministre et déposés auprès des institutions financières qu'il désigne.

32. The public moneys shall be paid to the credit of the Minister and deposited with such financial institutions as he designates.

Payment of public moneys.

Forme et teneur des livres, etc.

33. Le Conseil du trésor peut, par règlement, prescrire la forme et la teneur des livres et comptes que doit tenir toute personne qui perçoit, reçoit ou administre des deniers publics, la manière dont elle doit rendre compte et faire remise de ces deniers et l'époque à laquelle elle doit le faire, ainsi que les inspections auxquelles elle doit se soumettre.

33. The Treasury Board may, by regulation, prescribe the form and tenor of the books and accounts which must be kept by any person who collects, receives or administers public moneys, the manner in which he must account for and pay over such moneys, the time when he must do so, and the inspections to which he must submit.

Form and tenor of books, etc.

Dépôt
des
deniers
publics.

34. Toute personne qui perçoit des deniers publics doit, en attendant d'en faire remise au ministre, les déposer auprès d'une institution financière conformément aux règlements adoptés à cette fin par le Conseil du trésor.

34. Every person who collects public moneys must, pending the payment thereof to the Minister, deposit them with a financial institution in accordance with the regulations made for such purpose by the Treasury Board.

Deposit
of public
moneys.

Entrée en
vigueur.

35. Tout règlement adopté en vertu des articles 33 et 34 entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée.

35. Every regulation made under sections 33 and 34 shall come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette* or on such later date as is fixed therein.

Coming
into force.

Place-
ment de
partie du
fonds con-
solidé.

36. Le ministre peut placer à court terme toute partie du fonds consolidé du revenu qui n'est pas requise pour le paiement des dépenses par l'achat de titres émis ou garantis par le gouvernement du Canada, du Québec ou d'une autre province canadienne ou par dépôt auprès des institutions financières approuvées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

36. The Minister may invest on short term any portion of the consolidated revenue fund not required for expenditure by the purchase of securities issued or guaranteed by the government of Canada, of Québec or of another Canadian province or by deposit with financial institutions approved by the Lieutenant-Governor in Council.

Invest-
ment of
portion of
fund.

Disposi-
tion de
place-
ments.

Il peut ultérieurement disposer de ces placements aux conditions et pour les montants qu'il estime les plus avantageux.

He may subsequently dispose of such investments upon such terms and for such amounts as he considers the most advantageous.

Disposal
of invest-
ments.

SECTION V

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES, ENGAGEMENTS ET CONTRATS

Année
financière.

37. L'année financière du gouvernement commence le 1^{er} avril d'une année et se termine le 31 mars de l'année suivante.

37. The fiscal year of the government shall begin on the 1st of April in one year and end on the 31st of March in the next year.

Fiscal
year.

Prévisions
budgétaires.

38. Les prévisions budgétaires soumises à la Législature doivent porter sur les services dont la liquidation s'effectuera au cours de l'année financière ou d'une autre période expressément visée.

38. The estimates submitted to the Legislature must relate to the services to be paid for during the fiscal year or any other period expressly contemplated.

Estimates.

Contenu
des
prévisions.

39. Les prévisions budgétaires doivent indiquer distinctement les crédits permanents qui sont déjà autorisés par la loi et qu'il n'est pas nécessaire pour la Législature de voter annuellement, et les sommes dont la dépense doit être autorisée par un vote de la Législature.

39. The estimates shall indicate separately the permanent appropriations already authorized by law and which do not require an annual vote by the Legislature, and the amounts for which an expenditure must be authorized by a vote of the Legislature.

Contents
of esti-
mates.

Dépenses
limitées.

40. Les dépenses imputables sur chaque crédit voté ou inclus dans les prévisions budgétaires soumises à l'Assemblée

40. The expenditures chargeable to each appropriation voted or included in the estimates submitted to the National

Expend-
itures
limited.

nationale doivent être limitées suivant la division de ce crédit apparaissant aux prévisions budgétaires.

Modifi-
cation.

Il est toutefois loisible au Conseil du trésor de modifier cette division et d'en faire une subdivision.

Assembly shall be limited according to the division of such appropriation as shown in the estimates.

However, the Treasury Board may ^{Proviso.} change such division and subdivide it.

Mandat
spécial.

41. Quand la Législature n'est pas en session, ou quand elle est en session, entre le moment où l'Assemblée nationale s'ajourne et la date fixée pour la reprise de ses travaux lorsque cette date est postérieure au vingtième jour suivant la date de l'ajournement, si une dépense imprévue pour laquelle il n'a pas été pourvu par la Législature est urgente et requise immédiatement pour le bien public, sur le rapport du ministre qu'il n'y a pas de disposition législative et du ministre responsable qu'il y a nécessité urgente, le lieutenant-gouverneur en conseil peut donner un ordre de préparer un mandat spécial pour l'émission du montant jugé nécessaire; ce mandat est signé par le lieutenant-gouverneur, et le montant en est porté par le ministre à un compte spécial, sur lequel des mandats peuvent être émis, de temps à autre, de la manière ordinaire, selon qu'ils sont requis.

41. When the Legislature is not in ^{Special warrant.} session or, when it is in session, between the time when the National Assembly adjourns and the date fixed for the resumption of its work when such date is later than the twentieth day following the date of the adjournment, if any unforeseen expenditure not provided for by the Legislature is urgently and immediately required for the public good, upon the report of the Minister that there is no legislative provision, and of the minister responsible that the necessity is urgent, the Lieutenant-Governor in Council may order a special warrant to be prepared for the issuing of the amount estimated to be required; such warrant shall be signed by the Lieutenant-Governor and the amount thereof shall be placed by the Minister in a special account, against which warrants may, from time to time, issue in the usual form, as they may be required.

État des
rapports
et
mandats.

42. Le contrôleur des finances doit préparer un état de tous les rapports et mandats spéciaux mentionnés à l'article 41 ainsi que de toute dépense encourue en conséquence. Il remet cet état au ministre, qui le présente à l'Assemblée nationale au plus tard le troisième jour au cours duquel elle siège après la signature du mandat.

42. The Comptroller of Finance shall ^{Statement of reports and warrants.} prepare a statement of all the reports and special warrants mentioned in section 41 and of all expenditures incurred in consequence thereof. He shall deliver such statement to the Minister who shall present it to the National Assembly not later than the third day on which it sits after the signing of the warrant.

Crédit.

43. Un mandat spécial délivré en vertu de l'article 41 est, à toutes fins, un crédit pour l'année financière au cours de laquelle il est délivré.

43. A special warrant issued under ^{Appropriation.} section 41 shall be, for all purposes, an appropriation for the fiscal year during which it is issued.

Registre
des enga-
gements.

44. Le contrôleur des finances doit tenir un registre des engagements imputables sur chaque crédit en tenant compte de la division prescrite.

44. The Comptroller of Finance shall ^{Record of commitments.} keep a record of the commitments chargeable to each appropriation, taking account of the division prescribed.

Demande
d'imputa-
tion d'en-
gagement.

45. Aucun engagement ne peut être imputé sur un crédit sauf à la demande du chef ou sous-chef d'un ministère ou organisme ou de tout fonctionnaire indi-

45. No commitment shall be charged <sup>Applica-
tion for charging
commitment.</sup> to an appropriation except upon the application of the head or deputy head of a department or body or of any officer

qué par le Conseil du trésor. Cette demande doit être faite suivant la forme prescrite par le Conseil du trésor et être accompagnée des documents qu'il détermine

designated by the Treasury Board. Such application must be made according to the form prescribed by the Treasury Board and be accompanied by the documents which it determines.

Suspension d'engagement de crédit.

46. Le Conseil du trésor peut décréter la suspension, pour toute période qu'il fixe, du droit d'engager tout crédit ou partie de crédit. Ce décret doit être attesté et signé par le président du Conseil du trésor et notifié au contrôleur des finances.

46. The Treasury Board may order the suspension, for such period as it fixes, of the right to commit any appropriation or part thereof. Such order must be attested and signed by the chairman of the Treasury Board, and notice of it must be given to the Comptroller of Finance.

Restriction.

L'alinéa qui précède ne s'applique pas aux traitements, indemnités, dépenses contingentes ou autres dépenses de l'Assemblée nationale.

The preceding paragraph shall not apply to the salaries, indemnities or contingent and other expenses of the National Assembly.

Certification de solde disponible.

47. Aucun contrat comportant l'obligation pour Sa Majesté de payer une somme d'argent ne peut être fait et n'est valide à moins que le contrôleur des finances ne certifie qu'il existe, sur un crédit, un solde disponible suffisant pour exécuter les engagements découlant de ce contrat et venant à échéance dans l'année financière où il est fait.

47. No contract obliging Her Majesty to pay a sum of money shall be made or be valid unless the Comptroller certifies that there is available, in an appropriation, a balance sufficient to carry out the commitments resulting from such contract and maturing in the fiscal year in which it is made.

Condition des contrats.

48. C'est une condition de tout contrat comportant l'obligation pour Sa Majesté de payer une somme d'argent que le paiement soit subordonné à l'existence d'un crédit non engagé pour l'année financière où il est dû.

48. It is a condition of every contract obliging Her Majesty to pay a sum of money that payment be subject to the availability of an uncommitted appropriation for the fiscal year in which it falls due.

Règlements sur les conditions des contrats.

49. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements touchant les conditions des contrats faits au nom de Sa Majesté, et il peut déterminer en quels cas ces contrats sont soumis à l'approbation soit du lieutenant-gouverneur en conseil, soit du Conseil du trésor.

49. The Lieutenant-Governor in Council may make regulations respecting the conditions of contracts made in the name of Her Majesty, and may determine in what cases such contracts shall be subject to approval either by the Lieutenant-Governor in Council, or by the Treasury Board.

Id., sur subventions.

Il peut aussi, par règlement, déterminer en quels cas l'octroi ou la promesse de subventions doit être soumis à l'une de ces approbations.

He may also, by regulation, determine in what cases the awarding or promise of grants must be submitted for one or other of such approvals.

Entrée en vigueur.

Tout règlement adopté en vertu du présent article entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée.

Every regulation made under this section shall come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette* or on such later date as is fixed therein.

SECTION VI

DIVISION VI

PAIEMENT DE DENIERS PUBLICS

PAYMENT OF PUBLIC MONEYS

Païement
sur fonds
consolidé.

50. À moins de dispositions spéciales, le paiement de deniers publics affectés aux besoins du service public se fait à même le fonds consolidé du revenu.

50. Unless otherwise specially provided, payment of public moneys appropriated for the needs of the public service shall be made out of the consolidated revenue fund.

Payment
out of
consolida-
ted fund.

Demande
de
paiement.

51. Aucun paiement sur le fonds consolidé du revenu ne peut être fait sauf à la demande du chef ou du sous-chef d'un ministère ou organisme ou de tout fonctionnaire indiqué par le Conseil du trésor. Cette demande doit être faite suivant la forme prescrite par le Conseil du trésor et être accompagnée des documents qu'il détermine.

51. No payment out of the consolidated revenue fund shall be made except upon the application of the head or deputy head of a department or body or of any officer indicated by the Treasury Board. Such application must be made according to the form prescribed by the Treasury Board and be accompanied by the documents which it determines.

Applica-
tion for
payment.

Mandat.

52. Tout paiement sur le fonds consolidé du revenu doit être fait en vertu d'un mandat du lieutenant-gouverneur signé par lui ou par la personne à laquelle il donne commission de le faire, et adressé au ministre.

52. Every payment out of the consolidated revenue fund shall be made under a warrant of the Lieutenant-Governor signed by him or by the person whom he commissions to do so, and addressed to the Minister.

Warrant.

Certificat.

53. Aucun mandat n'est émis, excepté sur le certificat du contrôleur des finances, constatant qu'il y a une autorité législative pour faire la dépense.

53. No warrant shall be issued except upon the certificate of the Comptroller of Finance that there is legislative authority for the expenditure.

Certifi-
cate.

Émission
de
mandats.

54. Le contrôleur des finances doit voir à ce qu'aucun mandat ne soit émis pour un paiement de deniers publics:

54. The Comptroller of Finance shall see that no warrant is issued for any payment of public moneys:

Issue of
warrants.

a) si la demande de paiement n'a pas été faite régulièrement;

(a) if the application for payment has not been made regularly;

b) si ce paiement ne constitue pas une imputation régulière sur un crédit;

(b) if such payment is not a regular charge on an appropriation;

c) si ce paiement excède le solde disponible du crédit sur lequel il est imputable; ou

(c) if such payment exceeds the available balance of the appropriation to which it is chargeable; or

d) si, à l'égard de ce paiement, un engagement imputable sur un crédit n'a pas été validement conclu ou n'a pas été exécuté suivant les conditions qui y sont attachées.

(d) if, as regards such payment, a commitment chargeable to an appropriation has not been validly made or has not been carried out in accordance with the conditions attached to it.

Objection
au refus
d'émission.

55. Si le contrôleur des finances refuse de certifier qu'un mandat peut être émis, la personne qui a fait la demande de paiement peut s'objecter à ce refus auprès du Conseil du trésor qui, sur un

55. If the Comptroller of Finance refuses to certify that a warrant may be issued, the person who has made the application for payment may object to such refusal before the Treasury Board

Objection
to refusal
to certify.

rapport à ce sujet préparé par le contrôleur des finances, prononce sur l'objection et peut la maintenir ou ordonner l'émission du mandat, à sa discrétion.

État du rapport du contrôleur, etc.

Si le Conseil du trésor ordonne ainsi l'émission d'un mandat, le secrétaire du Conseil doit préparer un état du rapport du contrôleur des finances, de la décision du Conseil du trésor et de toute dépense encourue en conséquence. Il remet cet état au ministre qui le présente à l'Assemblée nationale au plus tard le troisième jour au cours duquel elle siège après la signature du mandat émis sur l'ordre du Conseil du trésor.

Suspension de paiements.

56. Le Conseil du trésor peut décréter la suspension, pour toute période qu'il fixe, de tout paiement sur un crédit, en tout ou en partie. Ce décret doit être attesté et signé par le président du Conseil du trésor et notifié au contrôleur des finances.

Restriction.

L'alinéa précédent ne s'applique pas aux traitements, indemnités, dépenses contingentes ou autres dépenses de l'Assemblée nationale.

Paiements par chèque.

57. Tout paiement de deniers publics, sur un mandat du lieutenant-gouverneur, est fait par un chèque officiel signé par le ministre ou le sous-ministre ou par tout fonctionnaire désigné par le Conseil du trésor.

Signature.

Nonobstant l'article 8, toute signature visée au présent article peut être apposée au moyen d'un appareil automatique autorisé par le Conseil du trésor.

Crédits non dépensés.

58. Tout solde d'un crédit non entièrement dépensé à la fin d'une année financière est périmé et doit être biffé.

Imputation sur un crédit.

Toutefois, pendant les trente jours qui suivent la fin de l'année financière, on peut imputer sur un crédit les montants requis afin d'acquitter une dette payable pour des travaux effectués, des marchandises reçues ou des services rendus avant la fin de cette année aux termes d'un contrat; le montant du paiement est porté aux comptes de cette année.

which, upon a report on the case prepared by the Comptroller of Finance, shall decide upon the objection and may, at its discretion, sustain it or order the issue of the warrant.

If the Treasury Board so orders the issue of a warrant, the secretary of the Board must prepare a statement of the report of the Comptroller of Finance, of the decision of the Treasury Board and of any expenditure incurred accordingly. He shall deliver such statement to the Minister who shall submit it to the National Assembly not later than the third day during which it sits after the signing of the warrant issued upon the order of the Treasury Board.

Preparation of statement, etc.

56. The Treasury Board may order the suspension, for such period as it fixes, of any payment on an appropriation, in whole or in part. Such order must be attested and signed by the chairman of the Treasury Board and notice of it must be given to the Comptroller of Finance.

Suspension of payment.

The preceding paragraph shall not apply to the salaries, indemnities or contingent and other expenses of the National Assembly.

Proviso.

57. Every payment of public moneys upon a warrant of the Lieutenant-Governor shall be made by an official cheque signed by the Minister, the Deputy Minister or any officer designated by the Treasury Board.

Cheque.

Notwithstanding section 8, any signature contemplated in this section may be affixed by means of an automatic device authorized by the Treasury Board.

Signature.

58. Every balance of an appropriation remaining unexpended at the close of a fiscal year shall lapse and shall be written off.

Un-expended balances.

However, during the thirty days following the close of the fiscal year, the amounts required may be charged to an appropriation in order to discharge a debt payable for work carried out, goods received or services rendered before the close of such year under the terms of a contract; the amount of the payment shall be entered in the accounts of such year.

Amounts may be charged.

SECTION VII

DETTE PUBLIQUE

Conversion de la dette.

59. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, suivant que les intérêts du Québec l'exigent, changer la forme d'une partie quelconque de la dette publique alors existante, y compris toutes obligations dont le gouvernement est responsable, en substituant une classe des effets publics à une autre, ou à ces obligations, pourvu que le principal de la dette ne soit pas augmenté.

Consentement requis.

Cette substitution ne doit se faire que du consentement du porteur des effets publics auxquels d'autres sont substitués, ou si ces effets publics ont été préalablement rachetés ou remboursés par le gouvernement ou pour son compte.

Vente et rachat.

Cette substitution peut également se faire par la vente d'une classe d'effets publics et le rachat de ceux auxquels on désire les substituer.

Emprunts autorisés.

60. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre à effectuer les emprunts requis:

a) aux fins prévues par l'article 59;

b) pour renouveler ou solder à échéance ou pour racheter avant échéance en totalité ou en partie tout emprunt ou tous emprunts effectués par le gouvernement;

c) pour obtenir les sommes que le lieutenant-gouverneur en conseil juge nécessaires pour combler toute insuffisance du fonds consolidé du revenu ou défrayer des dépenses à faire à même ce fonds.

Interprétation.

Les dispositions du paragraphe b ne doivent pas être interprétées comme permettant le rachat d'un emprunt avant échéance en l'absence d'une stipulation du droit de le faire ou du consentement des créanciers.

Emprunts temporaires.

61. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, en cas de besoin, autoriser le ministre des finances à effectuer les emprunts temporaires requis, au débit du fonds consolidé du revenu; ces emprunts ne doivent pas excéder le montant de l'insuffisance du fonds consolidé du revenu

DIVISION VII

PUBLIC DEBT

Conversion of debt.

59. The Lieutenant-Governor in Council may, as the interests of the Province require, change the form of any part of the then existing public debt including any debentures for which the government is liable, by substituting one class of public securities for another or for such debentures, provided that the capital of the debt be not increased.

Consent.

No such substitution shall be made unless the consent of the holder of the public security for which another is substituted is obtained, or unless such security is previously purchased or redeemed by or on account of the Government.

Sale and purchase.

Such substitution may also be made by the sale of one class of public securities and the purchase of those for which it is desired to substitute them.

Loans authorized.

60. The Lieutenant-Governor in Council may authorize the Minister to effect the loans required:

(a) for the purposes contemplated by section 59;

(b) for the purpose of renewing or of paying at maturity or of redeeming prior to maturity the whole or any part of any loan or loans effected by the government;

(c) for the raising of such moneys as the Lieutenant-Governor in Council deems requisite for the purpose of meeting any deficiency in the consolidated revenue fund or providing for expenditures to be made therefrom.

Interpretation.

The provisions of paragraph b shall not be interpreted as conferring authority to redeem a loan prior to maturity in the absence of a stipulation of the right to do so or the consent of the creditors.

Temporary loans.

61. The Lieutenant-Governor in Council may, in case of need, authorize the Minister of Finance to effect any required temporary loans, chargeable to the consolidated revenue fund; such loans shall not exceed the amount of the deficiency in the consolidated revenue fund to meet the

pour subvenir aux charges dont il est grevé par la loi et ne doivent être employés à aucune autre fin.

charges placed thereon by law, and shall not be employed for any other purposes.

Modalités.

62. Les emprunts effectués en vertu de la présente section le sont pour le terme, à des taux d'intérêt, de la manière, en la forme et pour les montants que le lieutenant-gouverneur en conseil détermine.

62. The loans effected under this division shall be so made for such term, at such interest rates, in such manner and form and for such amounts as the Lieutenant-Governor in Council determines. ^{Term, etc.}

Emploi.

Ces emprunts ne doivent être employés qu'aux fins prévues par la présente section.

Such loans shall not be employed except for the purposes contemplated by this division. ^{Use.}

Fonds d'amortissement.

63. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre à retirer annuellement du fonds consolidé du revenu toute somme d'argent, jusqu'à concurrence du montant requis pour former un fonds d'amortissement suffisant pour pourvoir au remboursement de tout emprunt effectué en vertu de la présente section.

63. The Lieutenant-Governor in Council may authorize the Minister to make withdrawals from the consolidated revenue fund annually, up to an amount sufficient to create an adequate sinking-fund to provide for the redemption of any loan effected under this division. ^{Sinking-fund.}

Emprunt racheté avant échéance.

Chaque fois qu'un emprunt du gouvernement pour lequel un fonds d'amortissement a été constitué, quelle que soit l'autorité en vertu de laquelle il a été effectué, est racheté avant échéance ou renouvelé ou soldé à échéance, le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre à transférer et appliquer ce fonds d'amortissement, ou une partie quelconque de ce fonds, à un autre emprunt effectué ou qui doit être effectué, en totalité ou en partie, pour racheter avant échéance ou renouveler ou solder à échéance l'emprunt pour lequel ce fonds d'amortissement a été constitué ou pour consolider tout emprunt temporaire effectué aux fins de ce rachat, renouvellement ou paiement ou pour consolider tout renouvellement d'un tel emprunt temporaire.

Whenever a loan of the government, under whatever authority effected, for which a sinking-fund has been provided, is redeemed prior to maturity or renewed or paid at maturity, the Lieutenant-Governor in Council may authorize the Minister to transfer such sinking-fund or any part thereof and make it applicable to another loan effected or to be effected, in whole or in part, for the purpose of redeeming prior to maturity or of renewing or of paying at maturity the loan for which such sinking-fund has been provided or of funding any temporary loan effected for the purpose of such redemption, renewal or payment or any renewal of such temporary loan. ^{Loan redeemed prior to maturity.}

Placement.

Les contributions à ces fonds d'amortissement et les revenus qu'ils produisent doivent être placés ou déposés par le ministre, qui en fait rapport au lieutenant-gouverneur en conseil.

The contributions to and revenues from such sinking-funds shall be invested or deposited by the Minister, who shall report thereon to the Lieutenant-Governor in Council. ^{Investment.}

Monnaie et conditions.

64. Tout emprunt du gouvernement, quelles que soient la ou les dispositions législatives qui l'autorisent, peut être effectué et les obligations ou autres valeurs émises relativement à cet emprunt, faites payables en telle monnaie et sujettes à telles conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil détermine. Nonobstant

64. Every loan of the government, by whatsoever legislative provisions authorized, may be effected, and the debentures or other securities issued in respect thereof may be made payable, in such currency and on such terms as the Lieutenant-Governor in Council determines. Notwithstanding section 8, any document

^{Currency and conditions.}

l'article 8, tout document relatif à cet emprunt peut être signé, au nom du gouvernement, par toute personne désignée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Valeur.

Chaque fois qu'une loi de la Législature autorisant le gouvernement à effectuer un emprunt en limite le montant, celui-ci est réputé être la valeur nominale des obligations ou autres valeurs émises relativement à cet emprunt, sans égard à toute prime qui peut être payable lors du remboursement, ni au fait que ces obligations ou autres valeurs peuvent être vendues à prime ou à escompte; et une telle loi est réputée autoriser l'emprunt tant en monnaie des États-Unis qu'en monnaie du Canada, nonobstant la différence de valeur qui peut exister entre elles lors de l'emprunt ou après qu'il a été effectué.

relating to such loan may be signed, on behalf of the government, by any person appointed by the Lieutenant-Governor in Council.

Value.

Whenever an act of the Legislature authorizing the government to effect a loan limits the amount thereof, such amount shall be deemed to be the face amount of the debentures or other securities issued in respect of such loan, without regard to any premium which may be payable upon redemption and notwithstanding that such debentures or other securities may be sold at a premium or at a discount; and such act shall be deemed to authorize the borrowing of money either in United States funds or in Canadian funds, notwithstanding any difference in value existing between them at the time of the loan or thereafter.

Taux d'intérêt.

65. Lorsque le gouvernement effectue un emprunt en vertu d'une disposition législative qui limite le taux de l'intérêt payable sur cet emprunt, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, nonobstant une telle disposition législative, déterminer à l'égard de cet emprunt un taux d'intérêt excédant cette limite, s'il le juge nécessaire en raison des conditions du marché financier.

65. Whenever the government contracts a loan under a legislative provision which limits the rate of interest payable on such loan, the Lieutenant-Governor in Council, notwithstanding such legislative provision, may determine with respect to such loan a rate of interest exceeding such limit, if he deems it necessary by reason of the condition of the financial market.

Rate of interest.

Fonds consolidé.

66. Le fonds consolidé du revenu est grevé des emprunts qui peuvent être effectués en vertu de la présente section, des intérêts et frais sur ces emprunts ainsi que des fonds d'amortissement créés pour leur extinction.

66. The consolidated revenue fund shall be charged with the loans which may be effected under this division and with the interest on and cost of such loans and the sinking-funds established for their redemption.

Consolidated fund.

Dispositions non applicables.

Les articles 47 et 48 ne s'appliquent pas aux emprunts du gouvernement ni aux garanties du remboursement d'emprunts qu'il accorde quelle que soit l'autorisation législative en vertu de laquelle ces emprunts sont effectués ou ces garanties accordées.

The provisions of sections 47 and 48 shall not apply to the loans of the government or to the guarantees which it gives for repayment of loans, whatever be the legislative authorization under which such loans are effected or such guarantees given.

Provisions not to apply.

Immatriculation des bons, etc.

67. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut pourvoir à l'immatriculation tant du principal que des intérêts, en la manière et suivant les termes et conditions qu'il détermine, des bons ou obligations émis pour un emprunt effectué par le gouvernement après le 20 février 1956, en vertu de quelque autorisation générale ou spéciale.

67. The Lieutenant-Governor in Council may provide for registration as to both principal and interest, in such manner and upon such terms and conditions as he may determine, of bonds or debentures issued for a loan effected by the government after February 20th, 1956, by virtue of any general or special authorization.

Registration of bonds, etc.

Règle-
ments sur
les bons,
etc.

68. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter des règlements pourvoyant:

a) au transfert, à la transmission, à l'échange et au rachat de tout bon ou obligation;

b) au remplacement de bons ou obligations endommagés, perdus, volés ou détruits, au versement d'intérêts ou de capital à leurs détenteurs et aux garanties qu'ils doivent fournir;

c) à la correction d'erreurs relatives à l'immatriculation de bons ou obligations.

Obligations
rachetées.

69. Le sous-ministre des finances et le vérificateur général examinent et annulent, sous la surveillance du ministre, les obligations du Québec, les bons du trésor et les autres effets se rattachant à la dette publique qui sont rachetés de temps à autre.

68. The Lieutenant-Governor in Council may make regulations providing for:

Regulations
for bonds,
etc.

(a) the transfer, transmission, exchange or redemption of any bond or debenture;

(b) the replacement of bonds or debentures which have been damaged, lost, stolen or destroyed, the payment of interest or capital to their holders or the guarantees they must furnish;

(c) the correction of errors respecting the registration of bonds or debentures.

69. The Deputy-Minister of Finance, and the Auditor-General, under the supervision of the Minister, shall examine and cancel all provincial debentures, treasury bills and other securities respecting the public debt, which are, from time to time, redeemed.

Securities
redeemed.

SECTION VIII

COMPTES PUBLICS

Délai et
préparation.

70. Les comptes publics sont préparés au ministère des finances aussitôt que possible après l'expiration de chaque année financière, dans la forme prescrite par le ministre.

Monnaie.

Ils sont préparés dans la monnaie du Canada.

Contenu.

71. Les comptes publics contiennent:

a) un état, certifié par le vérificateur général, de l'actif et du passif ainsi que des revenus et dépenses de la province au cours de l'année financière;

b) la situation du fonds consolidé du revenu ainsi que des dépôts et fonds spéciaux qu'administre le gouvernement;

c) un rapport des opérations financières faites pendant l'année;

d) un état des crédits permanents et annuels et des mandats spéciaux pour l'année ainsi que des sommes dépensées à l'égard de chaque crédit et de chaque mandat spécial; et

e) les autres renseignements nécessaires pour expliquer la situation financière de la province.

DIVISION VIII

PUBLIC ACCOUNTS

70. The public accounts shall be prepared in the Department of Finance as soon as practicable after the close of each fiscal year, in the form prescribed by the Minister.

When
prepared.

They shall be prepared in Canadian funds.

Currency.

71. The public accounts shall comprise:

Contents.

(a) a statement, certified by the Auditor-General, of the assets and liabilities, revenues and expenditures of the Province during the fiscal year;

(b) the state of the consolidated revenue fund and of all trust and special funds under the management of the government;

(c) a report on the financial operations carried out during the year;

(d) a statement of the permanent and annual appropriations and of the special warrants for the year, and of the amounts expended under each appropriation or special warrant; and

(e) any other information necessary to account for the financial position of the Province.

Dépôt à
l'Assem-
blée na-
tionale.

72. Le ministre présente les comptes publics à l'Assemblée nationale au plus tard le 31 décembre suivant la fin de l'année financière ou, si la Législature ne siège pas, au plus tard le quinzième jour au cours duquel elle siège par la suite.

72. The Minister shall lay the public accounts before the National Assembly not later than the 31st of December following the close of the fiscal year or, if the Legislature is not sitting, not later than the fifteenth day during which it sits thereafter.

Submis-
sion to
National
Assembly.

SECTION IX

VÉRIFICATION DES COMPTES

§ 1.—Vérificateur général

Nomina-
tion.

73. L'Assemblée nationale nomme, sur proposition du premier ministre, une personne appelée « Vérificateur général » et fixe son traitement.

Appro-
bation.

Une telle nomination doit, pour être valide, avoir été approuvée par les deux tiers des membres de l'Assemblée nationale.

Démis-
sion.

Le vérificateur général peut en tout temps démissionner en donnant avis par écrit au président de l'Assemblée nationale.

Destitu-
tion.

Il ne peut être destitué que par une résolution approuvée par les deux tiers de ses membres.

Mandat.

La durée du mandat du vérificateur général est de dix ans; nonobstant l'expiration de son mandat, il demeure en fonction jusqu'à ce qu'il ait été nommé de nouveau ou remplacé.

Fonction-
naire de
l'Assem-
blée.
Id.,
adjoint,
etc.

74. Le vérificateur général relève de l'Assemblée nationale.

Il en est de même du vérificateur général adjoint ainsi que des autres fonctionnaires et employés du vérificateur général; ceux-ci sont nommés et rémunérés conformément à la Loi de la fonction publique (1965, 1^{re} session, chapitre 14).

Pouvoirs.

Le vérificateur général exerce, à l'égard de ces fonctionnaires et employés, les pouvoirs que ladite Loi de la fonction publique attribue au sous-chef d'un ministère.

Accès aux
dossiers,
etc.

75. Le vérificateur général a droit de prendre communication des dossiers, documents et registres concernant les comptes de chaque ministère ainsi que de chaque organisme dont il est, en vertu de la loi, chargé de vérifier les comptes.

DIVISION IX

AUDIT

§ 1.—Auditor-General

73. On motion by the Prime Minister, the National Assembly shall appoint a person called the "Auditor-General" and fix his salary.

Appoint-
ment.

To be valid, such appointment must be approved by two-thirds of the members of the National Assembly.

Approval.

The Auditor-General may resign at any time by giving notice in writing to the President of the National Assembly.

Resig-
nation.

He shall not be dismissed except by a resolution approved by two-thirds of its members.

Dismissal.

The term of office of the Auditor-General shall be ten years; he shall remain in office, notwithstanding the expiry of his term, until reappointed or replaced.

Term of
office.

74. The Auditor-General shall belong to the National Assembly.

Officer of
Assembly.

The same shall apply to the Assistant Auditor-General and to the other officers and employees of the Auditor-General; such other officers and employees shall be appointed and remunerated in accordance with the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14).

Id.,
Assistant,
etc.

The Auditor-General shall exercise as regards such officers and employees the powers that the said Civil Service Act confers upon the deputy head of a department.

Powers.

75. The Auditor-General shall have access to the records, documents and books respecting the accounts of each department and body which he is directed by law to audit.

Access to
records,
etc.

Rensei-
gne-
ments,
etc.

Il a aussi droit d'exiger de tout membre de la fonction publique ainsi que de tout fonctionnaire ou employé d'un organisme visé au premier alinéa les renseignements, rapports et explications qu'il juge nécessaires pour le fidèle accomplissement de ses fonctions.

He shall also be entitled to require from any member of the civil service and any officer or employee of a body contemplated in the first paragraph such information, reports and explanations as he deems necessary for the faithful performance of his duties.

Right to
informa-
tion, etc.

Discré-
tion et
serment.

76. Le vérificateur général doit exiger que chacun de ses fonctionnaires ou employés chargé d'examiner les dossiers, documents ou registres d'un ministère ou organisme, dont il est, en vertu de la loi, chargé de vérifier les comptes observe les règles de discrétion applicables aux fonctionnaires et employés de ce ministère ou organisme et prête le serment ou fasse l'affirmation de discrétion prévu à l'annexe B de la Loi de la fonction publique (1965, 1^{re} session, chapitre 14).

76. The Auditor-General must require that each of his officers and employees charged with the examination of records, documents or books of any department or body which he is directed by law to audit complies with the rules of secrecy applicable to the officers and employees of such department or body and takes the oath or makes the affirmation of discretion provided in Schedule B to the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14).

Secrecy
of records,
etc.

§ 2.—Vérification et rapports

Devoirs
du véri-
ficateur
général.

77. Le vérificateur général doit vérifier les comptes relatifs au fonds consolidé du revenu. Il doit indiquer si, à son avis,

77. The Auditor-General must audit the accounts relating to the consolidated revenue fund. He must indicate whether, in his opinion,

Auditor-
General's
duties.

a) les comptes ont été tenus d'une manière fidèle et convenable;

(a) the accounts have been kept in a faithful and suitable manner;

b) on a pertinemment rendu compte de tous deniers publics, et si les règles et procédures appliquées sont suffisantes pour assurer un contrôle efficace de la cotisation, de la perception et de la répartition régulière du revenu;

(b) all public moneys have been suitably accounted for, and the rules and procedures applied are sufficient to ensure an efficient control of the assessment, collection and regular distribution of revenue;

c) les sommes d'argent ont été dépensées pour les fins auxquelles la Législature les avait affectées, et les dépenses faites de la façon autorisée.

(c) the sums of money have been expended for the purposes for which the Legislature appropriated them, and the expenditures made in the authorized manner.

Rapport
au
ministre.

78. Le vérificateur général doit, chaque année, remettre au ministre le résultat de sa vérification et indiquer toute irrégularité qu'il a constatée et qui, d'après lui, mérite d'être signalée.

78. The Auditor-General shall each year report the results of his examination to the Minister and point out any irregularity he has observed which in his opinion should be indicated.

Report to
Minister.

Dépôt à
l'Assem-
blée
nationale.

79. Le ministre soumet le rapport du vérificateur général à l'Assemblée nationale au plus tard le 31 décembre suivant la fin de l'année financière ou, si la Législature ne siège pas, au plus tard le quinzième jour au cours duquel elle siège par la suite.

79. The Minister shall lay the report of the Auditor-General before the National Assembly not later than the 31st of December next following the end of the fiscal year or, if the Legislature is not sitting, not later than the fifteenth day during which it sits thereafter.

Report
laid before
Assembly.

Immunité.

80. Aucune action civile ne peut être intentée en raison ou en conséquence de la publication d'un rapport du vérificateur général en vertu de la présente loi ou de la publication, faite de bonne foi, d'un extrait ou d'un résumé d'un tel rapport.

80. No civil action shall be instituted by reason or in consequence of the publication of a report of the Auditor-General under this act or of the publication in good faith of an extract or summary of such a report.

Immunity.

Enquêtes et rapports.

81. Le vérificateur général doit faire enquête et rapport, chaque fois que le lieutenant-gouverneur en conseil ou le Conseil du trésor lui en fait la demande, sur toute matière qui est de la compétence du vérificateur général.

81. The Auditor-General must make an investigation and report on any matter within his competence whenever the Lieutenant-Governor in Council or the Treasury Board requests him to do so.

Investigation, etc.

Vérification.

82. Un fonctionnaire nommé par le Conseil du trésor doit vérifier les comptes relatifs au vérificateur général et les certifier à l'Assemblée nationale d'après le résultat de cet examen.

82. An officer appointed by the Treasury Board must audit the accounts relating to the Auditor-General and vouch for them to the National Assembly according to the results of such examination.

Audit.

§ 3.—*Comptes rendus par les institutions subventionnées*

§ 3.—*Returns by institutions receiving public grants*

Rapport financier.

83. Chaque établissement, institution ou association qui reçoit une subvention du gouvernement doit, chaque année, dans les quatre mois qui suivent la clôture de son année financière transmettre au Conseil du trésor un rapport financier vérifié par un comptable public et comprenant son bilan, son compte de revenus et dépenses ainsi qu'un état détaillé de l'utilisation de la subvention.

83. Every establishment, institution or association receiving a grant from the government must transmit to the Treasury Board each year, within the four months following the close of its fiscal year, a financial return audited by a public accountant and comprising its balance-sheet, its account of revenue and expenditures and a detailed statement of the use made of the grant.

Financial return.

Examen des registres, etc.

Chaque établissement, institution ou association visé à l'alinéa précédent est tenu de permettre au vérificateur général ou à toute personne autorisée par lui d'y avoir accès, d'examiner les registres, les dossiers et les comptes relatifs à l'utilisation de toute subvention du gouvernement, d'en prendre note ou copie et d'interroger sous serment toute personne à ce sujet.

Every establishment, institution or association contemplated in the preceding paragraph shall allow the Auditor-General or any person authorized by him to have access thereto, examine the books, records and accounts relating to the use made of any government grant, make extracts or copies therefrom and examine under oath any person in relation thereto.

Examination of books, etc.

Réglementation.

84. Le Conseil du trésor peut, par règlement publié dans la *Gazette officielle du Québec*:

a) dispenser, en raison du montant de la subvention ou dans des cas particuliers, certaines catégories d'établissements, d'institutions ou d'associations de l'obligation de transmettre le rapport visé à l'article 83;

84. The Treasury Board, by regulation published in the *Québec Official Gazette*, may:

(a) in view of the amount of the grant or in special cases, exempt certain categories of establishments, institutions or associations from the obligation of transmitting the return provided for in section 83;

Regulations.

b) décréter qu'un rapport produit en vertu d'autres dispositions tient lieu de celui qui est requis par l'article 83;

c) prescrire à quels ministères les rapports visés à l'article 83 doivent être remis pour être transmis au Conseil du trésor.

Infraction et peine.

85. Quiconque omet de se conformer à l'article 83 ou à un règlement fait en vertu de l'article 84 est coupable d'une infraction et passible, sur poursuite sommaire, d'une amende de cent dollars.

Idem.

Tout administrateur ou fonctionnaire d'un établissement ou d'une institution ou association qui participe à l'infraction visée au présent article est coupable de cette infraction et passible de la même peine.

(b) provide that a return filed under other provisions shall avail in lieu of that required by section 83;

(c) prescribe to which departments the returns required by section 83 shall be sent for transmission to the Treasury Board.

Offence and penalty.

85. Every person who fails to comply with section 83 or any regulation made under section 84 shall be guilty of an offence and liable, on summary proceeding, to a fine of one hundred dollars.

Idem.

Every director or officer of any establishment, institution or association who participates in the offence contemplated in this section shall be guilty of such offence and liable to the same penalty.

SECTION X

DISPOSITIONS DIVERSES, TRANSITOIRES ET FINALES

S.R., c.
11, a. 14,
mod.

86. L'article 14 de la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1964, chapitre 11), modifié par l'article 26 du chapitre 21 des lois de 1969, est de nouveau modifié en insérant, dans la neuvième ligne du premier alinéa, après le mot « lui », les mots « le contrôleur des finances, ».

S.R., c.
14, a. 45,
mod.

87. L'article 45 du Régime de retraite des fonctionnaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 14), modifié par l'article 16 du chapitre 15 des lois de 1965 (1^{re} session), l'article 8 du chapitre 6 des lois de 1966, l'article 72 du chapitre 9, l'article 39 du chapitre 11, l'article 3 du chapitre 12, l'article 5 du chapitre 13, l'article 83 du chapitre 17, l'article 4 du chapitre 18 et l'article 31 du chapitre 60 des lois de 1968, et par l'article 17 du chapitre 15, l'article 34 du chapitre 17, l'article 78 du chapitre 28, l'article 40 du chapitre 48 et l'article 30 du chapitre 62 des lois de 1969, ainsi que par l'article 2 du chapitre 8 et l'article 21 du chapitre 43 des lois de 1970, est de nouveau modifié en insérant dans le paragraphe 2°, après les mots « surintendant des assurances », ce qui suit: « , le secrétaire du Conseil du trésor ».

DIVISION X

MISCELLANEOUS, TRANSITIONAL AND FINAL PROVISIONS

R.S., c.
11, s. 14,
am.

86. Section 14 of the Public Inquiry Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 11), amended by section 26 of chapter 21 of the statutes of 1969, is again amended by inserting after the word "him," in the eighth line of the first paragraph the words "the Comptroller of Finance,".

R.S., c.
14, s. 45,
am.

87. Section 45 of the Civil Service Superannuation Plan (Revised Statutes, 1964, chapter 14), amended by section 16 of chapter 15 of the statutes of 1965 (1st session), by section 8 of chapter 6 of the statutes of 1966, by section 72 of chapter 9, section 39 of chapter 11, section 3 of chapter 12, section 5 of chapter 13, section 83 of chapter 17, section 4 of chapter 18 and section 31 of chapter 60 of the statutes of 1968, by section 17 of chapter 15, section 34 of chapter 17, section 78 of chapter 28, section 40 of chapter 48 and section 30 of chapter 62 of the statutes of 1969, and by section 2 of chapter 8 and section 21 of chapter 43 of the statutes of 1970, is again amended by inserting after the words "Superintendent of Insurance" in paragraph 2 the words " , the secretary of the Treasury Board".

S.R., c.
64, titres
remp.

88. Le titre de la Loi du ministère des finances (Statuts refondus, 1964, chapitre 64) ainsi que les titres suivants qui précèdent l'article 49 de ladite loi « Section VIII, Des dépôts judiciaires et autres » sont remplacés par ce qui suit: « **Loi des dépôts et consignations** ».

88. The title of the Finance Department Act (Revised Statutes, 1964, chapter 64), and the following titles which precede section 49 of the said act, namely "Division VIII, Judicial and Other Deposits", are replaced by the following: "**Deposit Act**".

R.S., c.
64, titres
replaced.

Id., a. 72,
mod.

89. L'article 72 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne, le mot « section » par le mot « loi ».

89. Section 72 of the said act is amended by replacing the word "division" in the first and second lines by the word "act".

Id., s. 72,
am.

Id., a. 73,
mod.

90. L'article 73 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la huitième ligne, le mot « section » par le mot « loi ».

90. Section 73 of the said act is amended by replacing the word "division" in the eighth line by the word "act".

Id., s. 73,
am.

Id., a. 74,
mod.

91. L'article 74 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la troisième ligne, le mot « section » par le mot « loi ».

91. Section 74 of the said act is amended by replacing the word "division" in the second and third lines by the word "act".

Id., s. 74,
am.

Id., a. 76,
mod.

92. L'article 76 de ladite loi est modifié en retranchant, dans la deuxième ligne du premier alinéa, les mots « section VIII de la ».

92. Section 76 of the said act is amended by striking out the words "Division VIII of" in the first and second lines of the first paragraph.

Id., s. 76,
am.

Id., a. 78,
aj.

93. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 77, le suivant:

93. The said act is amended by inserting after section 77 the following:

Id., s. 78,
added.

Applica-
tion de
la loi.

« **78.** Le ministre des finances est chargé de l'application de la présente loi. »

« **78.** The Minister of Finance shall have charge of the application of this act. »

Applica-
tion of
act.

S.R., c. 64
(sauf aa.
49-77),
c. 65,
remp.

94. La présente loi remplace la Loi du ministère des finances (Statuts refondus, 1964, chapitre 64), à l'exception des articles 49 à 77, ainsi que la Loi de la vérification des comptes (Statuts refondus 1964, chapitre 65).

94. This act replaces the Finance Department Act (Revised Statutes, 1964, chapter 64), except sections 49 to 77, and the Provincial Audit Act (Revised Statutes, 1964, chapter 65).

R.S., c. 64
(except ss.
49-77),
c. 65,
replaced.

S.R., c.
134, a. 32,
mod.

95. L'article 32 de la Loi des autoroutes (Statuts refondus, 1964, chapitre 134) est modifié en remplaçant les trois dernières lignes du premier alinéa par ce qui suit: « ; les articles 40 à 49 de la Loi de l'administration financière (1970, chapitre 17) s'appliquent à l'Office *mutatis mutandis*. »

95. Section 32 of the Autoroutes Act (Revised Statutes, 1964, chapter 134) is amended by replacing the last four lines of the first paragraph by the following: "Treasury Board; sections 40 to 49 of the Financial Administration Act (1970, chapter 17) shall apply to the Authority *mutatis mutandis*."

R.S., c.
134, s. 32,
am.

S.R., c.
178, a. 5,
mod.

96. L'article 5 de la Loi des travaux d'hiver municipaux (Statuts refondus, 1964, chapitre 178) est modifié en remplaçant, dans les première et deuxième lignes du deuxième alinéa, les mots et

96. Section 5 of the Municipal Winter Works Act (Revised Statutes, 1964, chapter 178) is amended by replacing the words and figures "7 of the Provincial Audit Act (Chap. 65)" in the first and

R.S., c.
178, s. 5,
am.

chiffres « 7 de la Loi de la vérification des comptes (chap. 65) » par les mots et chiffres « 58 de la Loi de l'administration financière (1970, chapitre 17) ».

second lines of the second paragraph by the words and figures "58 of the Financial Administration Act (1970, chapter 17)".

1965
(1^{re} sess.),
c. 14,
a. 1,
mod.

97. L'article 1 de la Loi de la fonction publique (1965, 1^{re} session, chapitre 14), modifié par l'article 81 du chapitre 9 et l'article 2 du chapitre 12 des lois de 1968 ainsi que par l'article 19 du chapitre 14 des lois de 1969, est de nouveau modifié en insérant dans le paragraphe 3^o, après les mots « surintendant des assurances », ce qui suit: « le secrétaire du Conseil du trésor, ».

97. Section 1 of the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14), amended by section 81 of chapter 9 and section 2 of chapter 12 of the statutes of 1968 and by section 19 of chapter 14 of the statutes of 1969, is again amended by inserting after the words "Superintendent of Insurance" in paragraph 3 the words "the secretary of the Treasury Board,".

Id., a. 26,
mod.

98. L'article 26 de ladite loi, modifié par l'article 26 du chapitre 14 des lois de 1969, est de nouveau modifié en remplaçant les mots « et du Conseil de la trésorerie » par les mots «, du Conseil du trésor et du contrôleur des finances ».

98. Section 26 of the said act, amended by section 26 of chapter 14 of the Statutes of 1969, is again amended by replacing the words "and the Treasury Board" by the words ", the Treasury Board and the Comptroller of Finance".

Id., a. 64,
mod.

99. L'article 64 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les troisième et quatrième lignes, les mots « à l'auditeur de la province » par les mots « au contrôleur des finances ».

99. Section 64 of the said act is amended by replacing the words "Provincial Auditor" in the third and fourth lines by the words "Comptroller of Finance".

1969, c.
38, a. 25,
mod.

100. L'article 25 de la Loi de la Société de récupération et d'exploitation forestières du Québec (1969, chapitre 38) est modifié en retranchant, dans les huitième et neuvième lignes, les mots « ou du contrôleur ».

100. Section 25 of the Québec Forest Salvage and Operations Company Act (1969, chapter 38) is amended by striking out the words "or the comptroller" in the eighth and ninth lines.

Interpré-
tation.

101. Dans toute loi ou proclamation ainsi que dans tout arrêté en conseil, contrat ou document, un renvoi à la Loi du ministère des finances ou à la Loi de la vérification des comptes ou à une de leurs dispositions est un renvoi à la Loi de l'administration financière ou à la disposition équivalente de ladite loi ou, suivant le cas, à la Loi des dépôts et consignations ou à la disposition équivalente de ladite loi.

101. In any act, proclamation, order in council, contract or document, a reference to the Finance Department Act or to the Provincial Audit Act or to any provision thereof is a reference to the Financial Administration Act or the equivalent provision of such act or, as the case may be, to the Deposit Act or to the equivalent provision of the said act.

Idem.

102. Dans toute loi ou proclamation ainsi que dans tout arrêté en conseil, contrat ou document les expressions « Conseil de la trésorerie », « contrôleur de la trésorerie » et « auditeur de la province »

102. In any act, proclamation, order in council, contract or document, the expressions "Treasury Board", "comptroller of the Treasury Board" and "Provincial Auditor" mean respectively the Treasury

désignent respectivement le Conseil du trésor, le contrôleur des finances et le vérificateur général suivant la compétence qui leur est attribuée par la présente loi.

Interprétation.

Dans le cas où l'alinéa qui précède n'est pas applicable, ou en cas de difficulté d'interprétation de cet alinéa, ces expressions désignent respectivement le Conseil du trésor, le contrôleur des finances ou le vérificateur général suivant que le détermine le lieutenant-gouverneur en conseil à la demande de tout intéressé. Tout arrêté en conseil adopté en vertu du présent article est publié sans délai dans la *Gazette officielle du Québec*.

Fonctionnaires, etc.

103. Les fonctionnaires et employés du bureau de l'audition au ministère des finances, en fonction lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, deviennent, sans autre formalité, des fonctionnaires et employés de l'Assemblée nationale ou demeurent au ministère des finances selon que le détermine le lieutenant-gouverneur en conseil.

Transfert de crédits.

104. Les crédits appropriés aux fins du bureau de l'audition sont transférés à l'Assemblée nationale ou au ministre des finances selon que le détermine le lieutenant-gouverneur en conseil.

Application de la loi.

105. Le ministre des finances est chargé de l'application de la présente loi.

Entrée en vigueur.

106. La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} avril 1971.

Board, the Comptroller of Finance or the Auditor-General, according to the jurisdiction assigned to them by this act.

Where the preceding paragraph does not apply, or when it is difficult to interpret, such expressions mean the Treasury Board, the Comptroller of Finance or the Auditor-General, as the Lieutenant-Governor in Council determines upon the request of any interested person. Every order in council made under this section shall be published forthwith in the *Québec Official Gazette*.

Interpretation.

103. The officers and employees of the Audit Branch in the Finance Department in office at the coming into force of this act become, without other formality, officers and employees of the National Assembly or remain in the Department of Finance, as the Lieutenant-Governor in Council determines.

Officers, etc.

104. The credits appropriated for the purposes of the Audit Branch are transferred to the National Assembly or to the Minister of Finance, as the Lieutenant-Governor in Council determines.

Credits transferred.

105. The Minister of Finance shall have charge of the application of this act.

Application of act.

106. This act shall come into force on the 1st of April 1971.

Coming into force.